

DÉPARTEMENT de la GIRONDE  
ARRONDISSEMENT de BORDEAUX  
Commune de LORMONT

-----  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

-----  
EXTRAIT  
du registre des délibérations du conseil municipal

-----  
Séance ordinaire du VENDREDI 2 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt et un, le vendredi deux juillet, à dix-huit heures,

Le conseil municipal de la commune de LORMONT, convoqué par le maire, s'est assemblé au Pôle Brassens-Camus sous la présidence de Monsieur Philippe QUERTINMONT.

Présent·es :

Philippe **QUERTINMONT**, Yasmina **BOULTAM**, Grégoric **FAUCON**, Jannick **MORA**, Stéphane **PÉRÈS DIT PEREY**, Josette **BELLOQ**, Jean-Noël **GOETZ**, Marielle **DESCOUBES SIBRAC**, Geoffrey **RUIZ**, Sylvie **JUQUIN**, Jean-Claude **FEUGAS**, Vincent **COSTE**, Eric **LEROY**, Karima **TAJRI**, Tayeb **BARAS**, Maria Del Pilar **RAMIREZ**, Olivier **MARTIN**, Marie-José **SALLABER**, Valdemar **CAMARINHA FÉLIX**, Maud **LEBLOIS**, Nicolas **LE BIGOT**, Serge **BLÜGE**, Mathieu **BORDENAVE**, Mónica **CASANOVA**.

Absent·es excusé·es ayant donné procuration :

Jean **TOUZEAU** (procuration Philippe QUERTINMONT), Maférina **DIAGNE** (procuration Jannick MORA), Claude **DAMBRINE** (procuration Jean-Noël GOETZ), Keziban **YILDIZ** (procuration Yasmina BOULTAM), Marouane **ACHRIT** (procuration Josette BELLOQ), Céline **BOUTE** (procuration Grégoric FAUCON), Gemma **DUFFAU** (procuration Geoffrey RUIZ), Levent **OZKAN** (procuration Tayeb BARAS), Julie **RECHAGNEUX** (procuration Serge BLÜGE), Stéphanie **HARTUNG** (procuration Mathieu BORDENAVE).

Absent :

Richard **UNREIN**.

Conseillers en exercice : 35

Nombre de présents : 24

Nombre de votants : 34

N° 2021/02.07/15

PÔLE AFFAIRES GENERALES : TRANQUILLITE PUBLIQUE  
OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC A TITRE COMMERCIAL :  
FIXATION REDEVANCE

Monsieur Olivier MARTIN est désigné en qualité de secrétaire de séance.

**Jannick MORA, adjointe déléguée aux ressources humaines, à la sécurité et à la tranquillité publique, explique aux membres de l'assemblée délibérante que :**

L'occupation du domaine public (trottoirs, places) par un commerce doit répondre à des conditions fixées par l'autorité administrative qui est en charge de sa gestion, généralement la commune. Elle nécessite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, qui prend la forme d'un arrêté et le paiement d'une redevance.

Pour occuper une partie du domaine public devant son établissement commercial, il faut respecter certaines règles générales :

- \* ne créer aucune gêne pour la circulation du public et les accès aux véhicules de secours ;
- \* laisser libre accès aux immeubles voisins et préserver la tranquillité des riverains ;
- \* respecter les dates et les horaires d'installation fixés dans l'autorisation ;
- \* respecter les règles d'hygiène et de salubrité.

Ces règles seront reprises dans le règlement d'occupation du domaine public à titre commercial, qui précisera aussi les modalités de demande et de délivrance de l'autorisation d'occupation. Cette autorisation sera personnelle, précaire et révocable.

Après comparaison avec les tarifs pratiqués sur d'autres communes de la Métropole, il est proposé d'appliquer un tarif annuel de 15 €/m<sup>2</sup> de superficie au sol de la terrasse.

Une astreinte de 500 €/jour sera appliquée en cas d'utilisation sans autorisation et de 100 €/jour en cas de non respect des conditions d'utilisation.

Afin de prendre en compte le contexte particulier de l'année 2021 et de fermeture des établissements de restauration, il est proposé l'exonération de la redevance sur l'année 2021.

Cela laissera aussi le temps sur l'année 2021 de procéder à l'information sur le dispositif et et d'effectuer les démarches de déclaration, d'instruction et d'attribution des autorisations d'occupation.

Ce dossier a été examiné par la commission des affaires générales du 1<sup>er</sup> juillet 2021.

**Ceci étant exposé, il est demandé à l'assemblée délibérante d'adopter les termes de la délibération suivante :**

**La Ville de Lormont,**

**Vu** l'article L2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques, qui précise que toute occupation ou utilisation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance ;

**Vu** l'arrêté municipal qui définit le règlement d'occupation du domaine public à titre commercial ;

**Entendu le rapport de présentation,**

**Considérant** la nécessité de réglementer l'occupation du domaine public pour toutes les activités lucratives de commerces sédentaires et de percevoir une redevance ;

**Considérant** le contexte particulier de l'année 2021 et les périodes de fermetures des établissements de restauration ;

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

d'instaurer la redevance suivante pour l'occupation du domaine public à usage commercial : 15 €/m<sup>2</sup> de superficie au sol à l'année.

**Article 2 :**

d'instaurer les astreintes suivantes :

- \* 500 €/jour en cas d'utilisation sans autorisation,
- \* 100 €/jour en cas de non respect des conditions d'utilisation.

**Article 3 :**

d'exonérer de redevance pour l'année 2021.

**VOTE :**

**POUR :**

- 29 – Groupe majoritaire « Nous, Lormont »,
- 2 – Groupe « Lormont, Ville Française »,
- 2 - Groupe « Naturellement Lormont »,
- 1 - Groupe « Nouveau Parti Anticapitaliste ».

*Le maire, Jean TOUZEAU :*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*

*\* informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

FAIT A LORMONT, le 5 juillet 2021

pour extrait certifié conforme au registre des délibérations,

**Le maire,  
Jean TOUZEAU**